



**HAL**  
open science

## Les méandres du travail au féminin

Christine Guégnard

► **To cite this version:**

Christine Guégnard. Les méandres du travail au féminin : une comparaison dans 14 pays de la Méditerranée. 2ème colloque international de l'AISLF "Professions et métiers dans le monde méditerranéen", Jul 2010, Casablanca, Maroc. halshs-00523537

**HAL Id: halshs-00523537**

**<https://shs.hal.science/halshs-00523537>**

Submitted on 5 Oct 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Les méandres du travail au féminin :  
une comparaison dans 14 pays de la Méditerranée**

**Christine Guégnard**  
IREDU/CNRS-Céreq<sup>1</sup>

Cette communication s'appuie sur une comparaison du travail féminin dans quatorze pays du pourtour méditerranéen hors Union européenne - Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Monténégro, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie, Cisjordanie et bande de Gaza -. La Méditerranée est un carrefour, imprégné de civilisations et religions plurielles, qui connaît des zones de turbulences, des fractures économiques, culturelles, sociales et politiques. La Méditerranée, c'est une ligne symbolique entre Orient et Occident, entre Chrétiens et Musulmans, entre l'Europe et l'empire Ottoman... Au-delà de la proximité géographique, certains éléments rendent ces territoires semblables et comparables entre eux, d'autres les différencient nettement. Parmi les facteurs unifiant les huit contrées arabes<sup>2</sup>, se trouvent la langue arabe, l'histoire de l'Empire islamique, la religion islamique (Sultana, Watts, 2007). Les trois pays Balkans occidentaux ont jusqu'à récemment partagé la même histoire, avec les guerres, les conflits ethniques successifs et la création de nouvelles nations (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Monténégro). Trois autres sont toujours au cœur d'enjeux internationaux, de guerres et de défis (Israël, Liban, les territoires Palestiniens occupés). La culture issue de l'Empire ottoman, les incidences coloniales ou postcoloniales, les expériences communistes ou socialistes ont également marqué les systèmes sociaux, éducatifs et productifs de plusieurs pays<sup>3</sup>.

À travers cette mosaïque, deux caractéristiques apparaissent pourtant communes et transversales : le risque élevé du chômage des jeunes et la faiblesse du taux d'activité de la population féminine. Le taux d'emploi des femmes varie dans ces contrées de 12 % en Algérie et Jordanie à 50-55 % en Croatie et Israël. Certes, elles ont aujourd'hui de meilleurs parcours scolaires que les hommes, mais elles se positionnent moins bien sur le marché du travail. La lente avancée féminine a un prix, une résonance particulière dans les pays Arabes : chômage, concentration dans un petit nombre de métiers et de secteurs d'activité, accès limité aux professions de haut niveau (cadres supérieures ou *professionals*), rémunération faible... Pourtant, certains pays leur offrent davantage d'opportunités. Mais là où les femmes sont présentes, quelles places occupent-elles vraiment dans la société de la connaissance ? L'objet de cette communication est d'analyser les identités professionnelles des femmes dans des contextes économiques, démographiques, sociaux et culturels, plus ou moins distants ou distincts, à la lumière d'une approche comparative de données statistiques les plus récentes<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Institut de recherche sur l'éducation, sociologie et économie de l'éducation, centre associé au Centre d'études et de recherches sur les qualifications, Université de Bourgogne. [christine.guegnard@u-bourgogne.fr](mailto:christine.guegnard@u-bourgogne.fr)

<sup>2</sup> Algérie (DZ), Egypte (EG), Jordanie (JO), Liban (LB), Maroc (MA), Syrie (SY), Tunisie (TN), les territoires Palestiniens occupés (Cisjordanie, bande de Gaza, parfois nommées Palestine, PS), cf. carte page 14.

<sup>3</sup> Bien d'autres éléments de rapprochement coexistent actuellement dont la Ligue arabe, le Conseil de coopération du Golf, l'Union du Maghreb, l'Union pour la Méditerranée, le partenariat Euromed (résultant du processus de Barcelone de 1995 pouvant à l'avenir accueillir les pays Balkans occidentaux). Cinq pays souhaitent rejoindre l'Union européenne dont la Turquie, qui par de nombreux côtés est plus proche des états arabes ; neuf pays font officiellement partie des partenaires méditerranéens bénéficiant ainsi de divers programmes européens (comme MEDA-ETE Education et formation pour l'emploi...).

<sup>4</sup> Sources : Banque mondiale, Bureau international du travail, Eurostat, Fondation Européenne de la Formation (ETF), PNUD, Unesco, enquêtes nationales sur l'Emploi (Labour Force Survey). Les analyses s'appuient sur diverses publications de la Banque mondiale et d'ETF et des études réalisées dans les pays (cf. bibliographie). Les données présentées font référence en général à l'année 2007, sauf indication spécifique.

## 1 – Des disparités rythmées par la jeunesse

Les différences d'un pays à l'autre sont confirmées par divers indicateurs internationaux, tant en termes de population<sup>5</sup>, du produit intérieur brut<sup>6</sup>, de revenu, de démographie... Un seul est classé à un niveau très élevé du développement humain<sup>7</sup>, Israël ; six pays se positionnent à un niveau élevé - Croatie, Monténégro, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Liban, Turquie - ; les autres se situent au niveau moyen du développement humain. Du fait de l'évolution et de l'amélioration continue des systèmes éducatifs, ces contrées<sup>8</sup> ont réduit de manière significative l'analphabétisme, le décrochage scolaire et le plus souvent les écarts de scolarisation entre les filles et les garçons. En termes d'espérance de vie, de progrès d'éducation et de niveau de vie, Israël et la Croatie se détachent et se placent très favorablement (27<sup>e</sup> et 45<sup>e</sup> rangs en 2007 sur 182 pays, cf. tableau 1 page 12). La position inférieure du Maroc (127<sup>e</sup>) est due à ses performances plus faibles dans l'éducation et la santé, mais surtout à la présence d'un illettrisme encore élevé, notamment en zone rurale.

En réalité, l'**analphabétisme** demeure un défi. Même s'il diminue clairement partout, les contrastes perdurent : le taux est en dessous de 4 % en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Israël, au Monténégro pour atteindre près de 22 % de la population en Algérie, Egypte, Tunisie et 44 % au Maroc (tableau 1). Autre constat négatif, il est toujours plus élevé pour les femmes et ce, quel que soit le pays, allant de 1 % en Albanie à 57 % au Maroc. Une tonalité positive, les taux sont faibles pour la population âgée de 15 à 24 ans, notamment pour les jeunes filles, mais ils demeurent significatifs au Maroc et en Egypte (respectivement 32 % et 18 %). De plus, la **pauvreté** reste un problème persistant : la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est estimée à 7 % en Tunisie, plus de 20 % en Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Egypte, Israël et Turquie, atteignant 47 % des familles en Palestine (cf. tableau 1).

Les **tendances démographiques** divisent également ces territoires. Le nombre d'enfants par femme est proche de 1,5 dans les pays Balkans occidentaux pour 3,6 en Jordanie et 4,6 en Palestine. Ces chiffres sont tous inférieurs à ceux de 1980, notamment pour les pays arabes (de 5 à 7 enfants). En Israël, Egypte, Jordanie, Syrie et Palestine, cet indice élevé va de pair avec une croissance rapide de la population (Detape *et alii*, 2008). La population en dessous de 15 ans représente 28 % dans les quatorze pays (15 % pour l'Union européenne). Avec un taux proche de 40 %, l'Egypte, la Jordanie, la Syrie et la Palestine sont marquées par le souffle de la jeunesse (graphique 1). La répartition par âge est relativement proche pour le Maghreb, en Israël, Turquie, au Liban, avec également une part importante de jeunes (26 %-31 %). Ces pays doivent s'attendre à une arrivée de générations nombreuses sur le marché du travail et à un taux de croissance de la population active parmi les plus élevés du monde<sup>9</sup>.

Écart frappant avec le vieillissement de la population, dû aux guerres et aux migrations, en Bosnie-Herzégovine, Croatie, au Monténégro et en Albanie. Pour ce dernier, près d'un habitant sur quatre est âgé de moins de quinze ans, mais l'importante migration des jeunes mène aux mêmes effets. En fait, ces quatre territoires sont touchés par le destin d'une population vieillissante face à d'importantes restructurations des activités économiques, alors que l'intégration d'une population jeune dans le monde du travail est un problème crucial pour les dix autres (Detape *et alii*, 2008).

---

<sup>5</sup> De moins de 1 million d'habitants au Monténégro à près de 74 millions en Egypte et Turquie (cf. tableau 1 page 12).

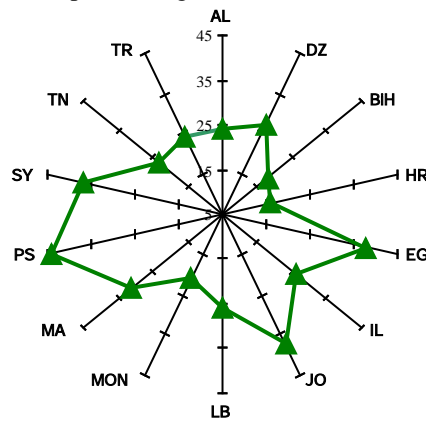
<sup>6</sup> Ainsi le produit intérieur brut par habitant à prix courants est de 16 700 € en Israël à moins de 2 000 € en Egypte, Jordanie, Maroc, Syrie pour l'année 2007 (Eurostat).

<sup>7</sup> L'indice du développement humain (IDH) est un indicateur composite basé sur la synthèse des indicateurs d'espérance de vie, de niveau d'études et de revenu. La santé est mesurée par l'espérance de vie et la mortalité infantile, la connaissance par une combinaison entre le taux d'alphabétisation des adultes et les ratios bruts d'inscription dans l'enseignement primaire, secondaire et tertiaire, et le niveau de vie par le produit intérieur brut par tête (PNUD, 2009).

<sup>8</sup> Dans cette communication, les termes pays, contrées, territoires, états, sont utilisés dans le même sens d'une réalité géographique, quel que soit le régime politique social, république ou monarchie constitutionnelle...

<sup>9</sup> La Banque mondiale a estimé que 100 millions de nouveaux emplois devraient être créés pour le Moyen-Orient et les pays de l'Afrique du Nord pour soutenir seulement le rythme des nouvelles arrivées sur le marché du travail pendant les deux prochaines décennies (World Bank, 2008).

Graphique 1. Population âgée de moins de 15 ans (en %) <sup>10</sup>

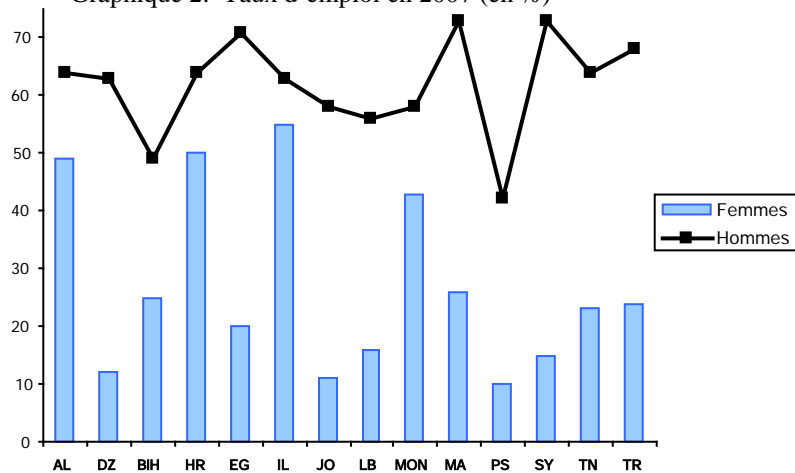


Pour autant, l'analyse des marchés du travail révèle également de nombreux traits communs : un faible taux d'activité des femmes comparé à d'autres pays en voie de développement, une segmentation du marché du travail accentuée par la persistance d'un secteur informel, la présence de nombreuses micro-entreprises<sup>11</sup>, marquée par la prépondérance du secteur public, un chômage élevé en particulier pour les jeunes et les femmes.

## 2 – Une activité féminine mesurée

Une première singularité porte sur la **faiblesse de l'activité**<sup>12</sup> féminine dans l'économie, même si l'on assiste à une progression de leur participation dans presque tous ces pays : seulement 30 % des femmes pour 70 % des hommes. Israël se distingue par un taux proche de l'Union européenne (59 %), la Jordanie se particularise avec seulement une femme sur dix dans la vie active, à l'instar de la Palestine qui se trouve au cœur de turbulences politiques. Du côté de l'emploi, une forte amplitude apparaît. En haut de l'échelle se situe Israël (55 %), suivi de la Croatie où 50 % des femmes travaillent (graphique 2). Dans sept pays, moins du quart des femmes occupent un emploi, et seulement le quart en Bosnie-Herzégovine, Turquie, au Maroc. L'avancée féminine paraît lente dans de nombreux pays arabes, là où les pressions familiales, sociales et culturelles demeurent prégnantes.

Graphique 2. Taux d'emploi en 2007 (en %) <sup>13</sup>



<sup>10</sup> Sources : Banque mondiale, Eurostat, MEDA-ETE (base de données ETF : [www.meda-ete.net](http://www.meda-ete.net)).

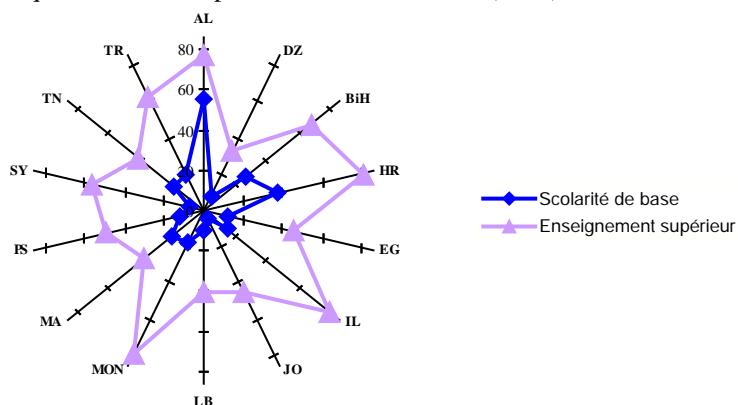
<sup>11</sup> Par exemple, 90 % des entreprises en Albanie (ETF, 2008), Jordanie (ETF, 2010), Palestine, ont moins de 5 employés, les établissements de moins de 20 salariés représentent les deux tiers des emplois du secteur privé en Egypte et Jordanie, 40 % au Liban (ETF, 2009) ; les entreprises de moins de 50 salariés sont estimées à près de la moitié des emplois en Croatie (ETF, 2008).

<sup>12</sup> Le taux d'activité économique est le pourcentage de la population qui fait partie de la force de travail âgée de 15 ans et plus par rapport à la population âgée de 15 à 64 ans (64 % des femmes pour l'UE). Le taux d'emploi est le pourcentage de la population active en emploi par rapport à la population active (58 % des femmes pour l'UE).

<sup>13</sup> Sources : enquêtes nationales sur l'Emploi, MEDA-ETE (base de données ETF : [www.meda-ete.net](http://www.meda-ete.net)), Eurostat. Dans les graphiques, la situation des hommes est présentée sous forme de courbe illustrative afin de faciliter la comparaison avec les femmes du même pays.

Une spécificité commune importante, l'activité des femmes augmente avec l'élévation de leur formation, même dans les pays où leur participation est faible, demeurant néanmoins toujours en dessous des taux masculins. Le taux d'emploi féminin se différencie très fortement selon le niveau d'études. Ainsi en Egypte et Palestine, l'emploi évolue de 12 % des femmes sans qualification<sup>14</sup> à plus de 45 % des diplômées de l'enseignement supérieur (graphique 3). En Turquie, 20 % des femmes qui possèdent un niveau d'éducation de base travaillent pour 62 % des diplômées d'université (Vos, 2008)<sup>15</sup>. Le clivage est davantage accentué en Jordanie : seulement 5 % des femmes sans qualification occupent un emploi (57 % des hommes), comparé à 45 % des diplômées de haut niveau (78 % des hommes). Cette relation entre éducation et emploi se trouve également dans les pays Balkans occidentaux, variant de 18 à 55 % des femmes de faible niveau de formation à plus de 70 % des diplômées du supérieur. Le taux d'emploi élevé des femmes sans qualification s'explique en Albanie par la prépondérance de l'agriculture.

Graphique 3. Taux d'emploi des femmes en 2007 (en %)<sup>16</sup>



En second lieu, il existe un déséquilibre dans la distribution des activités économiques. Au cours des dernières décennies, la **répartition sectorielle** de la main-d'œuvre a évolué dans le même sens dans presque tous les états. Le commerce et les services se sont développés alors que l'agriculture et la construction, mais aussi le secteur public ont diminué. Cependant, l'agriculture occupe toujours une place importante dans quelques pays (près de 30 % au Maroc, plus de 40 % en Albanie, en Egypte, Syrie, Turquie), et accueille nombre de femmes et de migrants. Les services représentent près de 70 % des actifs en Israël, Jordanie, au Liban et Monténégro. Les secteurs demeurent marqués par une représentation traditionnelle et sexuée. Seules l'éducation et la santé paraissent mixtes, avec la moitié d'actives dans la plupart des contrées. L'emploi féminin est en moyenne plus concentré dans des secteurs et métiers distincts de ceux des hommes, avec toutefois des spécificités nationales. Ainsi, l'agriculture accueille le tiers de la population féminine au Maroc, pour la moitié des femmes en Tunisie et Turquie, et la moitié des jeunes femmes en Syrie et en Egypte (tableau 2 page 12). Tandis qu'en Israël, Jordanie, Palestine, au Liban et Monténégro, plus de 80 % des femmes sont embauchées dans les services. De plus, en Tunisie, le taux de féminisation dans l'industrie est proche de 40 % et les femmes âgées de moins de vingt-cinq ans y sont plus nombreuses que les jeunes hommes. Au final, la part croissante des femmes dans les services, au détriment du secteur agricole, indique un accroissement de leurs niveaux de qualification, et souligne leur évolution vers une économie de services et de la connaissance. Ces constats se retrouvent dans les statistiques de l'Union européenne, où la concentration féminine dans quelques secteurs d'activité semble néanmoins s'accroître et non diminuer au fil du temps (Eurostat, 2007).

<sup>14</sup> Les termes sans formation, sans qualification font référence à la population qui possède seulement un niveau d'éducation de base (niveaux 0-2). Selon la classification internationale type de l'éducation (CITE 1997) : niveau 0 préprimaire ; niveau 1 primaire ou premier cycle de l'éducation de base ; niveau 2 premier cycle de l'enseignement secondaire ou second cycle de l'éducation de base ; niveau 3 second cycle de l'enseignement secondaire ; niveau 4 post-secondaire non tertiaire ; niveau 5 premier cycle de l'enseignement supérieur, niveau 6 deuxième cycle de l'enseignement supérieur.

<sup>15</sup> Les taux d'emploi féminins sont respectivement de 48 % et 83 % pour l'UE 27.

<sup>16</sup> Sources : MEDA-ETE (base de données ETF : [www.meda-ete.net](http://www.meda-ete.net)), Turquie 2006 ; calculs d'ETF pour les femmes âgées de 25 à 64 ans, d'après les enquêtes sur l'Emploi (Labour Force Survey) de 2004 pour Albanie, Bosnie-Herzégovine, et 2005 pour Croatie et Monténégro in Fetsi & alii, 2007.

### 3 – Une double segmentation

Le **secteur public** reste le premier employeur, de 30 % à 60 % de l'emploi total (Bardak, 2005). Ces pays se distinguent par l'importance de l'État (lié à l'expansion des services publics, à la croissance de l'armée), qui contrôle aussi les principales unités de production : 20 % en Egypte, 30 % en Croatie, Jordanie, Syrie (ETF, 2010), Tunisie. Israël, le Liban et la Turquie se démarquent par des activités publiques plus faibles (proches de 14 %). Ces ratios sont considérés élevés, par comparaison à la moyenne mondiale de 11 %. L'attraction du secteur demeure liée aux conditions de travail, à la sécurité de l'emploi<sup>17</sup>, au statut social dans des pays qui n'offrent pas de protection réelle des chômeurs<sup>18</sup>. Elle est en lien également avec l'histoire : auparavant plusieurs contrées, comme l'Egypte et la Syrie, garantissaient un poste dans le secteur public aux diplômés de l'enseignement supérieur (Assaad, 2002). Dans plusieurs pays arabes, pour travailler dans les administrations publiques ou dans les entreprises nationales, la personne doit s'inscrire sur une liste d'attente dans un bureau d'emploi du gouvernement. En réalité, cette attente peut durer plusieurs années, liée au niveau de formation mais surtout aux réseaux personnels et sociaux. Une exception en Jordanie, un bureau central directement attaché au Premier ministre est responsable du recrutement du personnel pour toute la fonction publique, avec un quota par type de postes et niveaux de qualification. Dans ce système très réglementé, un nombre toujours plus élevé de candidatures apparaît au fil des ans, notamment des jeunes femmes diplômées du supérieur, par rapport au nombre de postes offerts. Deux tiers des demandes sont féminines, alors que les postes sont pourvus à parité. Ainsi en 2007, plus de 178 870 candidats (dont 127 270 femmes) se sont présentés et 11 250 postes ont été pourvus (5 162 hommes et 5 793 femmes dont 87 % diplômées de licence)<sup>19</sup>.

Dans pratiquement tous les pays arabes, plus le niveau d'éducation s'élève, moins la population active est embauchée dans les entreprises privées (ETF, 2008). Ainsi en Syrie, sont salariés du secteur public les trois quarts des diplômés postsecondaires et universitaires, pour seulement 20 % dans le secteur privé (Huitfeldt, Kabbani, 2005). Ceci contraste avec les pays Balkans occidentaux où les diplômés de hauts niveaux travaillent davantage dans les établissements privés. Ce résultat peut également révéler un décalage entre les qualifications acquises en formation et les compétences requises par les entreprises. Compte tenu du rôle traditionnel du secteur public en matière d'absorption des jeunes diplômés, et des conditions de travail attrayantes, ce secteur est privilégié par nombre de femmes diplômées de l'enseignement supérieur. Pour autant, cette préférence ou stratégie des jeunes n'est pas une spécificité de ces pays. En effet, une enquête européenne montre que le secteur public est le premier employeur des femmes et regroupe la moitié des actives pour le tiers des hommes, cinq ans après la sortie des études de l'enseignement supérieur (Guégnard *et alii*, 2008).

Autre constat analogue, un **secteur parallèle informel**<sup>20</sup> important est présent dans tous ces pays méditerranéens. Il est estimé entre 40 % et 60 % de l'emploi non agricole selon le Bureau international du travail (Bardak, 2005). D'autres données indiquent un taux de 10 à 30 % du produit intérieur pour les pays Balkans occidentaux<sup>21</sup> et 33 % pour la Turquie<sup>22</sup>. Il n'existe pas de définition unique et consensuelle sur le secteur informel : activités non déclarées ou cachées (travail au noir, *grey work*) qui se composent d'unités de petite taille hors des cadres légaux (non enregistrées ou non constituées en personnes morales), dispersées à travers toutes les activités, de l'agriculture au tourisme, en passant

---

<sup>17</sup> La possibilité d'avoir un second travail, et donc une seconde source de revenu, apparaît également comme un motif compte tenu des horaires administratifs et de la faiblesse des salaires ; mais il est difficile de cerner cette double activité faute de données statistiques fiables.

<sup>18</sup> Dans les pays Balkans occidentaux, un très faible pourcentage de demandeurs d'emploi (10 %) perçoit une indemnité (ETF, 2008), plus fort en Croatie (17 %). L'Algérie, Israël, la Turquie offrent une allocation de chômage pour un nombre limité de personnes (Bardak *et alii*, 2006). La plupart des pays n'ont pas mis en place de système d'assurance chômage efficace même si c'est le cas récemment en Egypte. En revanche, le Maroc a créé des institutions pour aider les chômeurs (ILO, 2008).

<sup>19</sup> Ce qui fait un taux de recrutement par rapport aux candidatures de 6 % pour les femmes et 11 % pour les hommes (*Civil Service Bureau*, site web: Almanar.jo).

<sup>20</sup> En réalité, il existe un problème de définition mais aussi de quantification. L'institut national des statistiques de Tunisie estime que plus de 15 millions de familles vivent de ce secteur. Près de 72 % des entreprises de zone urbaine au Maroc sont informelles (BIT, 2008).

<sup>21</sup> Les deux tiers des actifs en Albanie se déclarent à leur compte ou indépendants (World Bank, 2006).

<sup>22</sup> Cf. Government of Turkey, 2008, *Joint Assessment of Employment Priorities*.

par la construction, qui inclut de nombreux métiers de l'artisanat traditionnel, aux diverses ventes dans la rue... Ce secteur informel, toujours grandissant semble-t-il, offre des postes à de nombreux débutants et débutantes en attente d'un travail dans le privé ou le public (ETF, 2009). Une réserve importante de main-d'œuvre peu qualifiée et la prédominance d'emplois non qualifiés sur le marché du travail créent les conditions d'émergence et de persistance de ces petits boulots journaliers, occasionnels, plus ou moins temporaires.

Or, la place de l'économie informelle masque des fragilités structurelles. Si à court terme, les emplois informels peuvent paraître favorables en donnant de la flexibilité au marché et une plus grande réactivité à la demande, ils s'avèrent coûteux à long terme (concurrence déloyale entre entreprises, manque de recette fiscale pouvant être utilisée pour la dépense sociale, *etc.*). L'insuffisance des possibilités d'emploi et le défaut de protection sociale incitent nombre de personnes, des jeunes et des femmes peu qualifiées, et donc vulnérables, à travailler dans l'informel comme stratégie de survie. Ainsi une enquête menée en Syrie auprès des jeunes confirme ce secteur d'accueil pour les débutants : il représente 56 % des premières embauches des jeunes hommes et 42 % pour les jeunes femmes (Alissa, 2007). Dans les pays Balkans occidentaux, le taux d'emploi informel avoisinerait les 40 % pour les jeunes hommes et 33 % pour les jeunes femmes (BIT, 2008).

En réalité, une segmentation apparaît nettement en référence à la théorie du marché dual (Doeringer, Piore, 1971) avec d'un côté, les employé-e-s des grandes entreprises ou les salarié-e-s du secteur public qui bénéficient de meilleures conditions et modalités de travail, de statuts sociaux et de protection sociale<sup>23</sup> ; et de l'autre, les personnes travaillant dans les nombreuses entreprises informelles, qui connaissent tous les mauvais côtés de la flexibilité, caractérisés par un turn-over élevé, une absence de contrat de travail et d'assurance sociale, des salaires bas, et peu de perspectives. Ainsi, en Egypte, 85 % des femmes employées dans le secteur informel gagnent moins de 10 livres par jour (contre 25 % des femmes qui travaillent dans le privé, *cf.* Amer, 2007). Ainsi, un double clivage se dévoile entre public/privé, puis dans le privé entre formel/informel.

#### 4 – Le risque de chômage

Tous les pays connaissent un **chômage** supérieur à celui de l'Union européenne (7 % en 2007)<sup>24</sup>. Le taux est proche de 10 % dans sept pays - Croatie, Egypte, Israël, Liban, Maroc, Syrie, Turquie - pour atteindre 22 % en Palestine et 29 % en Bosnie-Herzégovine. Cette variation du chômage trouve son origine dans les différences économiques et culturelles mais est accentuée pour les femmes : de 8 % en Israël à 25 % en Jordanie et 34 % en Bosnie-Herzégovine (graphique 4). Quatre contrées se démarquent par un chômage global relativement faible avec peu de différence sexuée apparente à travers les chiffres, masquant en réalité des écarts importants selon l'âge et le niveau de formation - Israël, Liban, Maroc, Turquie -. L'un des obstacles à franchir est d'obtenir un premier travail : ainsi en Jordanie et Syrie, plus des deux tiers des femmes en recherche d'emploi n'ont aucune expérience professionnelle pour le tiers des hommes (Guégnard *et alii*, 2005).

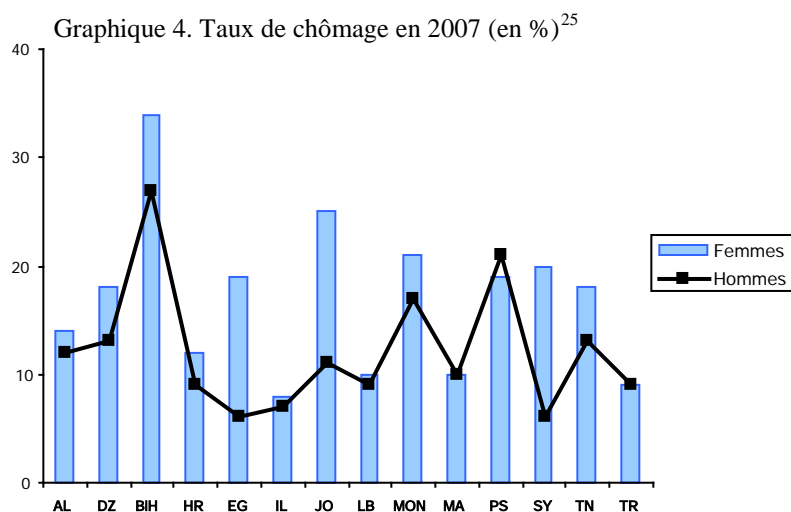
Dans sept pays arabes et en Turquie, les diplômées de l'enseignement supérieur sont plus vulnérables que l'ensemble de la population féminine et, par rapport aux hommes de même niveau de formation. Alors que le chômage concerne 10 % de la population marocaine, il touche 30 % des diplômées tertiaires (contre 17 % des hommes de même qualification, *cf.* graphique 5). En Egypte, Palestine, Tunisie, près de 30 % des diplômées du supérieur sont également à la recherche d'un emploi (13 % des hommes). Ces difficultés peuvent s'expliquer par une augmentation du nombre de ces diplômées, qui souhaitent davantage une intégration économique, par des déséquilibres entre l'offre et la demande,

---

<sup>23</sup> Seulement 20 % des travailleurs marocains sont couverts par un système d'assurance santé, pour 58 % en Algérie et plus de 75 % en Tunisie (Commander, Zaman, 2009). En Jordanie, le régime d'assurance sociale couvre 40 % des salariés (*Social Security Corporation*). La moitié des travailleurs en Egypte n'ont pas de contrat de travail et très peu sont couverts par une sécurité sociale (ETF & World Bank, 2005). De même, dans les pays Balkans, la part des salariés en emploi stable est faible (20-30 %, *in* Fetsi *et alii*, 2007).

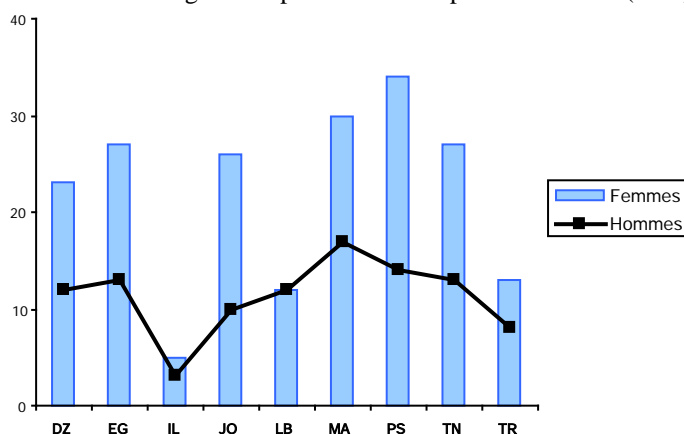
<sup>24</sup> Le taux de chômage est la proportion de chômeurs dans la population totale âgée de 15 à 65 ans (actifs en emploi et chômeurs). Un chômeur au sens du Bureau international du travail est une personne âgée de plus de 15 ans disponible pour travailler dans les deux semaines, qui a entrepris des démarches de recherche d'emploi et qui n'a pas travaillé au cours de la semaine de référence.

renforcés par l'impossibilité de trouver un emploi satisfaisant/décent et/ou dans le secteur public, aux nombreux obstacles sociaux et culturels, et plus largement aux situations économiques locales (rurale, urbaine, industrielle...). En fait, ces chiffres illustrent de manière alarmante, un marché du travail distinctement segmenté selon le genre et le diplôme.



En revanche, l'élévation du niveau d'études est un atout pour les femmes comme pour les hommes et diminue le risque du chômage dans les six autres contrées - Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Israël, Liban, Monténégro -. Israël se distingue avec seulement 5 % des femmes diplômées du supérieur à la recherche d'un travail (pour 3 % des hommes de même niveau).

Graphique 5. Taux de chômage des diplômé-e-s du supérieur en 2007 (in %) <sup>26</sup>



Un autre élément crucial, le chômage frappe davantage la **jeunesse** : près de 20 % des jeunes en Albanie, Israël, Syrie, Turquie, au Liban, Maroc, et plus de 30 % en Jordanie, Palestine, Tunisie, au Monténégro, pour atteindre 62 % en Bosnie-Herzégovine (graphique 6). Leur taux de chômage est presque le double de la population active avec des différences sexuées plus ou marquées selon les pays. Le chômage des jeunes femmes varie de 17 % en Israël, au Maroc, à près de 40 % en Algérie, Jordanie, Palestine, 48 % en Egypte et 66 % en Bosnie-Herzégovine (cf. tableau 2). Si l'éducation a un impact significatif sur les possibilités d'embauche, être une femme et être jeune représentent néanmoins une double source de difficultés en Algérie, Egypte, Jordanie et Palestine.

Le chômage des jeunes révèle la complexité de la transition de l'école vers l'emploi (Rose, 1984), ou le labyrinthe de l'insertion (Nicole-Drancourt, 1991), davantage marquée dans ces pays méditerranéens. Les jeunes suivent des itinéraires compliqués imbriquant des situations d'emplois précaires, informels, des périodes de chômage et d'inactivité... sur des marchés du travail segmentés, avec une préférence pour les postes du secteur public. De plus, le service militaire brouille encore

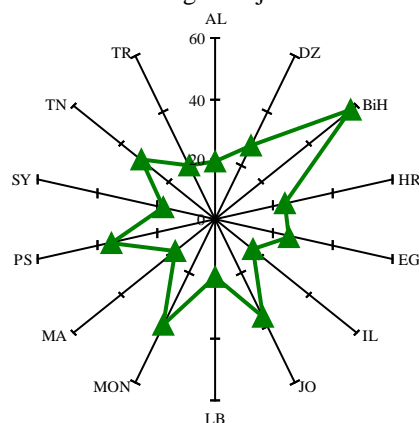
<sup>25</sup> Sources : BIT, MEDA-ETE (base de données ETF : [www.meda-ete.net](http://www.meda-ete.net)), Eurostat, enquêtes sur l'Emploi.

<sup>26</sup> Sources : MEDA-ETE (base de données ETF : [www.meda-ete.net](http://www.meda-ete.net)), Turquie 2006 ; Eurostat.



davantage les conditions d'entrée des hommes dans la vie active : il peut durer quelques mois à trois ans selon le pays (en Israël deux ans aussi pour les femmes), et peut être réduit pour les diplômés du supérieur (Syrie, Egypte). Par ailleurs, face au chômage élevé des plus diplômés, l'une des perspectives est de trouver du travail à l'étranger. La migration est une caractéristique historique, de longue tradition dans toutes ces contrées, liée aux situations politiques et contextes économiques, qui peut révéler également une *fuite des cerveaux*. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont à la fois l'origine et la destination de nombreux travailleurs migrants, alors que la population des autres pays migre davantage au sein de l'Europe. Les enquêtes menées dans les pays Balkans (2006-2008) montrent que les jeunes ont la plus forte intention de migrer : 51 % en Albanie, 38 % en Bosnie-Herzégovine, sans différenciation sexuée (Gallup Balkan Monitor, 2009). Le migrant type du Maroc est en général masculin (80 %), âgé entre 18 et 30 ans, plutôt diplômé de l'enseignement supérieur (Lahlou, 2005). Parmi les migrants de Tunisie, la proportion de femmes est de 26 %, mais ces dernières années, une tendance claire de migration en couple est observée (Schramm, 2008).

Graphique 6. Taux de chômage des jeunes en 2007 (en %) <sup>27</sup>



Les déséquilibres nationaux du chômage apparaissent persistants et devraient être augmentés si l'on ajoutait les personnes inactives ou découragées, qui souhaitent un emploi mais n'en recherchent pas activement selon la définition officielle. C'est le **halo** <sup>28</sup> du chômage, aux frontières de l'inactivité, qui forme un groupe hétérogène de personnes en attente, concernant davantage les femmes. Une frange de jeunes estimée à 47 % des femmes et 15 % des hommes ne sont ni actifs, ni scolarisés (Detape *et alii*, 2008) <sup>29</sup>. La proportion de jeunes femmes de 15-24 ans inactives non scolarisées est deux fois plus élevée que celle des hommes dans tous les pays arabes étudiés : près de 30 % des jeunes femmes en Egypte, Liban, Tunisie, plus de 54 % en Algérie, Jordanie, au Maroc, 72 % en Syrie (Detape *et alii*, 2008). Les raisons exprimées par les jeunes femmes en Egypte sont les travaux domestiques, le refus de la famille, le mariage et les soins des enfants (Amer, 2007). De même en Syrie, le tiers des jeunes femmes affirment que leur famille ne veut pas qu'elles travaillent et 43 % s'occupent des activités de la maison ; près de 9 % déclarent être découragées de ne pas trouver d'emploi (Alissa, 2007). Parmi les inactifs de Jordanie, les trois quarts des femmes s'occupent des tâches familiales et domestiques tandis que la moitié des hommes sont des étudiants (Département des statistiques). Le taux d'inactivité (hors études) des jeunes femmes est également supérieur à celui des jeunes hommes dans les pays Balkans occidentaux (13 % pour 10 %, cf. BIT 2008).

En résumé, ces pays ont réussi à améliorer leurs performances éducatives et économiques, mais la plupart font face à un paradoxe : la croissance de leur produit intérieur brut est relativement élevée, de nouveaux emplois ont été créés (avant la crise financière internationale) tandis que le chômage, en particulier des jeunes et des femmes, diplômé-e-s de l'enseignement supérieur, reste soutenu. La région <sup>30</sup> fournit une image pessimiste avec un taux de chômage élevé de la jeunesse (30 % des jeunes, 34 % des jeunes femmes), comparé à une moyenne de 15 % dans l'Union européenne, 12 % dans le

<sup>27</sup> Sources : BIT, Eurostat (Syrie 2005), MEDA-ETE (base de données ETF : [www.meda-ete.net](http://www.meda-ete.net)), enquêtes sur l'Emploi.

<sup>28</sup> Cf. Insee, 2009.

<sup>29</sup> Alors qu'en Europe, les moins de vingt-cinq ans sont soit scolarisés, soit actifs (en emploi ou au chômage).

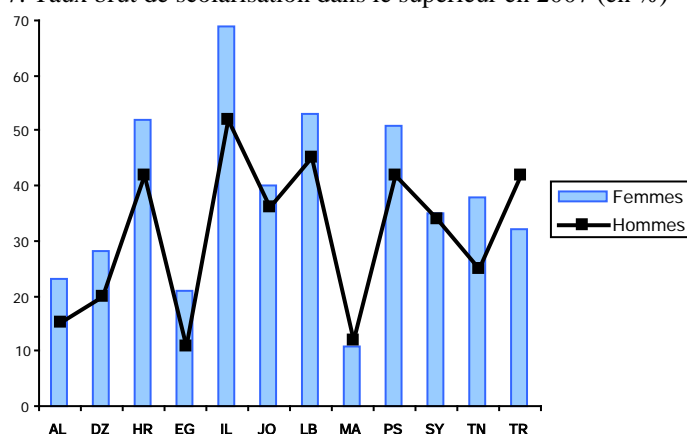
<sup>30</sup> Ces pays ne forment pas réellement une entité régionale, malgré le fait d'être localisés autour de la Méditerranée hors de l'Union européenne : le terme région signifie en fait la moyenne étudiée sur ces 14 pays.

monde. L'afflux régulier chaque année d'un grand nombre de jeunes sur le marché du travail contribue à expliquer ce chômage élevé, avec en parallèle un secteur informel important dans tous ces pays du pourtour méditerranéen. L'évolution notable du niveau d'éducation de la population active durant les dernières et prochaines années annonce des tensions sur le marché du travail autour d'une qualification duale avec de grands écarts entre les niveaux extrêmes et entre les générations, notamment du côté des femmes.

## 5 – L'ombre du croissant

Deux autres principaux constats ressortent : un faible rendement de l'enseignement supérieur dans la majorité des pays étudiés, dû à la croissance économique et aux segmentations du marché du travail, et un manque de valorisation du capital humain des femmes, lié à la pénurie générale d'emplois (notamment stables et décents), à la discrimination dans les sphères professionnelles, à des raisons sociales et culturelles. Dans de nombreuses contrées arabes, l'importance de la famille et l'influence des clans, accentuent plus particulièrement les rôles sexués, différenciant davantage les genres masculin et féminin, ou *l'habitus*. Le masculin sert de référent général, domine matériellement et symboliquement (Bourdieu, 1998). Les métiers sont fortement déterminés par le sexe, soumis à l'accord du père et/ou du mari, le travail d'une femme dans un milieu masculin étant perçu comme inconvenant, voire déshonorant<sup>31</sup>. Dans une économie de plus en plus axée sur la connaissance, l'élévation du niveau de qualification des jeunes est considérée comme un atout économique. La théorie du capital humain (Becker, 1964) suggère que la formation est un des meilleurs moyens pour l'obtention d'un emploi de qualité et des conditions de travail satisfaisantes, théorie déstabilisée face aux marchés du travail typiques de la méditerranée.

Graphique 7. Taux brut de scolarisation dans le supérieur en 2007 (en %)<sup>32</sup>



Le nombre d'étudiantes inscrites dans l'enseignement supérieur continue d'augmenter, et la parité a été atteinte ou dépassée dans pratiquement tous ces pays (graphique 7). Mais quelles sont les chances des femmes de valoriser leurs compétences et leur potentiel ? Les postes de directeurs, cadres et gérants<sup>33</sup> leur sont moins offerts quelle que soit la contrée<sup>34</sup>. La part des femmes exerçant des professions intellectuelles supérieures (notamment spécialistes de la santé et de l'enseignement ou *professionals*) varie de 9 % en Tunisie et Turquie, à 22 % en Egypte et au Liban, pour atteindre 48 % en Jordanie (graphique 8). En Egypte, un contraste apparaît : près de 21 % de la population féminine

<sup>31</sup> Ainsi, femme de chambre en Jordanie ou Syrie n'est pas un métier de femmes contrairement à de nombreux autres pays européens, car il serait 'honteux' qu'une femme entre dans une chambre d'homme.

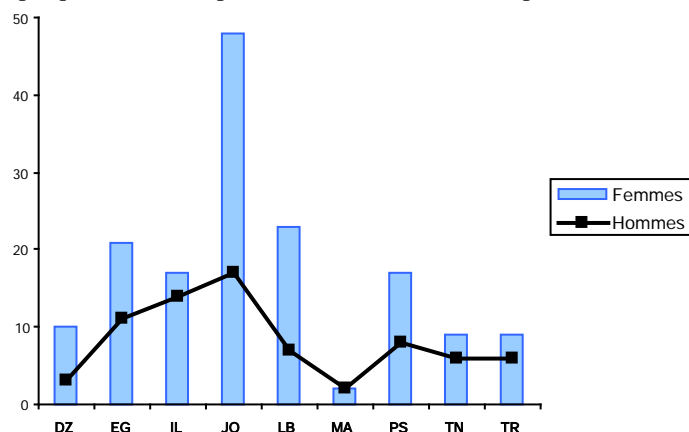
<sup>32</sup> Source : Unesco (Albanie, 2004).

<sup>33</sup> Les données se fondent sur la Classification internationale type des professions (CITP, 2008) qui définit dix grands groupes : 1 directeurs, cadres de direction et gérants ; 2 professions intellectuelles et scientifiques ou *professionals* ; 3 professions intermédiaires ; 4 employés administratifs ; 5 personnels des services, commerçants et vendeurs ; 6 agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture ; 7 métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat ; 8 conducteurs et ouvriers ; 9 professions élémentaires ; 0 professions militaires.

<sup>34</sup> De plus, la rémunération féminine est toujours inférieure à celle des hommes. Deux exemples : en Jordanie 47 % des femmes diplômées de l'université gagnent plus de 300 dinars (salaire moyen), contre 64 % des hommes de même niveau (*Department of Statistics*) ; en Bosnie-Herzégovine, l'écart salarial entre les jeunes femmes et les jeunes hommes est d'environ 20 % (BIT, 2008).

occupent ces fonctions de haut niveau (11 % des hommes) mais près de la moitié sont ouvrières agricoles (27 % des hommes). La Tunisie et la Turquie présentent des profils voisins avec une faible proportion de cadres supérieures et de techniciennes, mais une forte représentation d'ouvrières agricoles (64 % et 47 % respectivement). Les femmes bénéficient d'une position différente au Liban : 23 % sont *professionals* notamment dans l'éducation, et 22 % sont techniciennes (7 % des hommes dans les deux groupes). La population active israélienne est certes hautement qualifiée, les femmes diplômées du supérieur (50 %) distancent largement les hommes (39 %). Pourtant, seulement 17 % d'entre elles sont cadres supérieures (14 % des hommes), et 5 % sont managers (10 % des hommes).

Graphique 8. Part des professions intellectuelles supérieures (en %) <sup>35</sup>



Aujourd'hui, les femmes ont de meilleurs parcours scolaires dans presque tous ces territoires. L'éducation a un impact significatif sur les possibilités d'emploi de haut niveau notamment pour la population féminine, qui diffère d'un pays à l'autre. De nombreuses diplômées de l'enseignement supérieur occupent une profession intermédiaire, illustrant ainsi un certain décalage et des clivages importants et sexués entre les pays. À titre d'illustrations, les trois quarts des techniciennes en Israël ont un diplôme du supérieur pour la moitié des hommes ; en Jordanie 92 % sont diplômées de hauts niveaux (pour 70 % des hommes) ; près de la moitié des techniciennes en Algérie possèdent un diplôme tertiaire (pour le tiers des techniciens). En revanche, la répartition par niveaux de formation pour les professions supérieures et intermédiaires diffère peu selon le sexe au Liban, en Egypte et Tunisie. Décalage ou déclassement accentué du côté des professions élémentaires situées au bas de l'échelle (aides de ménage, manœuvres...), où se dispersent parfois quelques diplômées universitaires : moins de 1 % en Egypte, Turquie, au Liban, 5 % en Jordanie, 14 % en Algérie et 22 % en Israël.

## 6 – Dépendances et résistances

La société du savoir, associée à un développement important des nouvelles technologies de l'information et de la communication, occulte des tendances contradictoires du côté des femmes (Gadrey, 2005). Toutes les recherches concernant la scolarisation des filles soulignent le paradoxe entre la présence massive et la réussite de la population féminine dans l'enseignement supérieur, la permanence de la spécialisation des filières et, les modalités d'insertion professionnelle des femmes. Leur faible présence dans les formations scientifiques apparaît dès lors comme un risque de désavantage, voire d'exclusion. Les jeunes filles représentent en 2007 la majorité des diplômés de l'enseignement supérieur, excepté au Maroc et en Turquie. Cependant, parmi les diplômés scientifiques ingénieurs <sup>36</sup>, leur part est seulement de 12 % au Maroc, 24 % en Israël, Jordanie, Turquie, au Liban, proche de 30 % en Algérie, Croatie et Palestine. De plus, les difficultés qu'elles éprouvent dans la vie active, davantage concernées par la flexibilité et la précarité des emplois, interpellent. La question de la sous-utilisation des compétences acquises en formation initiale, ou le manque de reconnaissance sociale et salariale des savoirs féminins se pose encore plus dans la plupart des pays méditerranéens étudiés.

<sup>35</sup> Source : MEDA-ETE (base de données ETF : [www.meda-ete.net](http://www.meda-ete.net)), Turquie 2006.

<sup>36</sup> *The tertiary graduates in engineering, manufacturing and construction in the 2009 Global Education Digest* (Unesco, 2009).

Filles et garçons sont éduqué-e-s différemment dans la famille et à l'école, et cette formation différenciée va les conduire vers des métiers et des espaces professionnels distincts, davantage restreints pour la population féminine. Ceci est renforcé par d'autres aspects et emprises culturels et un manque évident de structures d'accueil pour l'enfance. Pourtant, la place des femmes dans l'activité économique a évolué et plus le niveau d'éducation s'élève, plus leurs possibilités d'emploi augmentent. En revanche, les femmes sorties aux plus hauts niveaux du système éducatif ne sont pas, au contraire des hommes, préservées du chômage dans tous les territoires. Le chômage féminin est faible en Israël et quasi identique à celui des hommes, mais elles trouvent moins souvent des postes en lien avec leur formation élevée. Si de nombreuses Jordaniennes et Libanaises sont cadres et professeures, elles sont en revanche peu à travailler. La Croatie paraît davantage prometteuse, offrant des situations meilleures pour les femmes.

Ce rapide voyage de la situation des femmes dans quatorze pays de la Méditerranée, à travers les statistiques, conduit à un bilan nuancé. Certes, depuis le début des années soixante, on assiste à une croissance sans précédent de l'activité féminine, parfois trop modeste. Dans les pays Arabes, on ne peut guère avancer l'image du "*plafond de verre*", invisible et transparent, ou *glass ceiling* pour illustrer les barrières d'accès aux niveaux supérieurs des hiérarchies organisationnelles. Mais on peut représenter le dessin du plancher de base, de la "*pyramide inversée*" (Fouquet, 2005), juste pour accéder à un emploi. Cette rareté féminine est à la fois une question de l'histoire et de la culture de chaque contrée, de flux et de représentations, de pratiques d'organisation dans le monde du travail, de partage inégal des responsabilités familiales (Marry, 2004 ; Laufer, 2005).

Mais ce qui particularise les pays du pourtour de la Méditerranée, ce sont la faiblesse de l'activité féminine sur des marchés du travail segmentés, déformés par un secteur informel ou une économie souterraine, et un manque réel de reconnaissance et de valorisation de nombreuses jeunes femmes diplômées qui demeurent *inactives*. Les trajectoires des femmes ressemblent à des lignes entrecroisées, sinueuses telles les méandres ou les détours d'une rivière face aux obstacles et aux barrages visibles ou invisibles. Pourquoi les méandres du travail au féminin ? Parce que l'on connaît le point de départ, comme la source d'une rivière, mais pas le point d'arrivée de ces femmes dans de nombreuses contrées Arabes, leurs trajectoires sont rendues complexes, compliquées par des barrières tenaces sociales, culturelles, économiques, sont un peu à l'image du "*labyrinthe des souks*"...

Tableau 1. Principaux indicateurs en 2007<sup>37</sup>

	Population Million 2007	IDH Rang 2007	Croissance PIB (%)	Seuil de pauvreté (%)	Indice de fécondité	Croissance population (%)	Alphabétisme Adultes (%)	Alphabétisme Femmes (%)
Albanie	3.2	70	6.0	25	1.8	0.3	1.0	1.2
Algérie	33.9	104	3.1	25	2.4	1.5	24.6	33.6
Bosnie	3.8	76	6.8	25	1.2	-0.1	3.7	5.6
Croatie	4.4	45	5.6	11	1.4	-0.1	1.3	12.0
Egypte	75.5	123	7.1	20	2.9	1.7	23.6	42.2
Israël	7.2	27	5.4	22	2.9	1.8	2.8	3.8
Jordanie	5.7	96	6.0	13	3.6	3.2	9.3	13.0
Liban	4.1	83	2.0	14	2.2	1.0	10.4	14.0
Monténégro	0.6	65	10.7	12	1.7	-0.3	3.6	5.9
Maroc	30.9	130	2.7	15	2.4	1.2	44.4	56.8
Palestine	3.7	110	-	47	4.6	3.4	6.2	9.7
Syrie	19.9	107	6.6	12	3.1	2.5	16.9	23.5
Tunisie	10.2	98	6.3	7	2.0	1.0	22.3	31.0
Turquie	73.9	79	4.6	20	2.2	1.2	11.3	18.7

Tableau 2. Indicateurs du marché du travail en 2007<sup>38</sup>

	Taux d'emplo i (%)	Taux de chômage (%)	Taux de chômage Jeunes (%)	Taux de chômage jeunes femmes (%)	Secteur agricole (%)	Secteur services (%)	Secteur agricole Fem. (%)	Secteur services Fem. (%)
Albanie	56	14	19	27	58	24	61	19
Algérie	38	14	27	40	14	57	4	69
Bosnie	37	29	58	66	20	48	21	61
Croatie	57	10	24	28	13	56	14	67
Egypte	46	9	25	48	32	46	47	47
Israël	59	7	16	17	2	76	1	88
Jordanie	35	13	36	40	3	77	2	88
Liban	36	9	19	22	7	70	5	83
Monténégro	49	19	39	45	9	74	8	82
Maroc	43	10	17	16	42	37	34	42
Palestine	27	22	35	43	16	59	1	91
Syrie	45	10	18	-	27	43	27	60
Tunisie	43	14	31	31	19	49	64	19
Turquie	46	10	20	20	26	48	47	38

## Bibliographie

- Alissa S., 2007, *The school-to-work transition of young people in Syria*, Employment Policy Department, ILO, Geneva.
- Amer M., 2007, *Transition from education to work*, Egypt country report, ETF, Turin.
- Assaad R., 2002, the transformation of the Egyptian Labour Market: 1988-1998, *The Egyptian Labour Market in an Area of Reform*, American University in Cairo Press, Cairo.
- Bardak U., 2005, *An overview of educational systems and labour markets in the Mediterranean countries*, Briefing note ETF, Turin.
- Bardak U., Huitfield H., Wahba J., 2006, *Employment policy reforms in the Middle East and North Africa*, ETF, Turin.
- Becker G., 1964, *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis*, New York, Columbia University Press.
- BIT, 2008, *La transition des jeunes vers le travail décent dans les Balkans occidentaux*, document, Organisation internationale du travail, Genève.
- Bourdieu P., 1998, *La domination masculine*, Seuil.
- Commander S., Zaman C., 2009, *Social protection in ENP South: Challenges and options*. European Commission, July.
- Detape Y., Kagan M., Achikbache B., 2008, *Formation et emploi au nord et au sud de la Méditerranée*, Medstat.

<sup>37</sup> Sources : Banque mondiale, BIT, Unesco, PNUD.

<sup>38</sup> Sources : Banque mondiale, BIT, Eurostat, PNUD, MEDA-ETE (base de données ETF : [www.meda-ete.net](http://www.meda-ete.net)), enquêtes sur l'Emploi. Syrie 2005.

- Doeringer P.B., Piore M.J., 1971, *Internal Labor Markets and Manpower Analysis*, Heath Lexington books, Lexington, Massachusetts.
- European Training Foundation, 2009, *Country plan Lebanon*, Turin.
- European Training Foundation, 2010, *Jordan Country Information*, Turin.
- European Training Foundation, 2009, *Country plan Egypt*, Turin.
- European Training Foundation, 2009, *Albania, Country Plan 2009*, Turin.
- European Training Foundation, 2008, *Labour Markets in the Western Balkans*, Turin.
- European Training Foundation, *Syria Country Information 2010*, Turin.
- European Training Foundation & World Bank, 2005, *Reforming Technical Vocational Education and training in the Middle East and North Africa. Experiences and challenges*, Turin.
- Eurostat, 2009, *Euro-Mediterranean statistics, Statistiques euro-méditerranéennes*.
- Fetsi A. et alii, 2007, *Labour markets in the Western Balkans, challenges for the future*, ETF, Turin.
- Fondation européenne de la formation, 2009, *Coopération régionale dans l'éducation et la formation : le tout est plus grand que la somme des parties*, Turin.
- Fouquet A., 2005, Les femmes chefs d'entreprise : le cas français, *Travail, genre et société*, n°13, La Découverte, pp. 31-50.
- Gadrey N., 2005, Société de la connaissance et qualification des femmes. *Éducatons et Sociétés*, n°15. pp. 105-117.
- Gallup Balkan Monitor, 2009, Focus On: The Impact of migration No.2, June.
- Guégnard C. et alii, 2008. La valorisation des compétences des diplômés de l'enseignement supérieur en Europe, *Bref*, 257, Céreq, décembre.
- Guégnard C. et alii, 2005, *Unemployment in Jordan*, European Training Foundation, Luxembourg.
- Huitfeldt H., Kabbani, N., 2005, *Returns to education and the transition from school to work in Syria*, ETF, Turin.
- ILO, 2009, *Global employment trends*, January, Geneva.
- ILO, 2008, Projet interrégional : Renforcer la couverture de la protection sociale dans le contexte de l'Agenda de l'Union européenne sur le Travail Décent et la promotion de l'emploi dans l'économie informel. Maroc: Une étude de cas. Département de la sécurité sociale.
- Insee, 2009, Le « halo » du chômage : entre chômage BIT et inactivité, *Insee première*, n°1260, octobre.
- Lahlou M., 2005, *Les migrations irrégulières entre le Maghreb et l'Union Européenne : évolutions récentes*. Rapport de recherche 2005/03, Institut Universitaire Européen.
- Laufer J., 2005, La construction du plafond de verre : le cas des femmes cadres à potentiel, *Travail et Emploi* n°102, avril-juin, Dares, La Documentation française.
- Lorencic M., 2008, *Human resource development country analysis for Bosnia and Herzegovina*, ETF working paper, Turin, May.
- Marry C., 2004, *Les femmes ingénieurs. Une révolution respectueuse*, Belin, Paris.
- Nicole-Drancourt C., 1991, *Le labyrinthe de l'insertion*, la Documentation française, Paris.
- PNUD, 2009, *Rapport mondial sur le développement humain*, New-York.
- Rose J., 1984, *En quête d'emploi. Formation, chômage, emploi*, Paris, Économica.
- Schramm C., 2008, *Migration from Egypt, Morocco, and Tunisia*, World Bank, Washington.
- Sultana R., Watts A., 2007, *L'orientation professionnelle dans la région Méditerranéenne*, ETF, Turin.
- Unesco, 2009, *The 2009 Global Education Digest*, Comparing Education Statistics Across the World.
- Vos A., 2008. *Turkey: Human Resource Development Country Analysis*, ETF, Turin.
- World Bank, 2008, *The Road Not Travelled, Education Reform in the Middle East and North Africa* World Bank, Washington.
- World Bank, 2008, *Morocco. Skills development and social protection within an integrated strategy for employment creation*. Policy note, Washington.
- World Bank, 2006, *Albania Labor market assessment*. WB report 34597-AL, Washington.
- World Bank, 2006, *Bosnia and Herzegovina: Addressing Fiscal Challenges and Enhancing Growth Perspectives*, Washington.
- Zlaoui, L. 2009, *Shaping the future: A long-term Perspective of People and Job Mobility for the Middle East and North Africa*. World Bank, April, Washington.

## Sigles et abréviations

AL	Albanie
BiH	Bosnie-Herzégovine
BIT	Bureau international du travail
Cedefop	Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
CITE	Classification internationale type de l'éducation
DZ	Algérie
EG	Egypte
ETF	Fondation européenne pour la formation
EU	Europe
HR	Croatie
IDH	Indice de développement humain
IL	Israël
ILO	International labour office
JO	Jordanie
LB	Liban
MA	Maroc
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MON	Monténégro
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PS	Les territoires Palestiniens occupés
SY	Syrie
TN	Tunisie
TR	Turquie
UE	Union européenne
UNESCO	Fonds des nations unies pour l'éducation, la science et la culture

